

LIBYE, MALI

La logique des armes

Libérées, les pulsions guerrières au sud-ouest de la Libye et au Nord du Mali menacent d'altérer la sécurité tout au long des bandes frontalières entre l'Algérie et ses deux voisins aux prises à des conflits internes armés.

La poudre poursuit à sentir dans la région de Fezzan au sud-ouest de la Libye où depuis

quelques jours des affrontements armés opposent des milices entre elles. Dans le Nord du Mali, un pays à l'instabilité précaire, notamment après le coup d'Etat militaire du 22 mars dernier, la situation est encore plus critique.

La rébellion touarègue, menée par le MNLA, appuyé par des groupes islamiques armés, a fait

main basse sur les principales villes du territoire du Nord déserté par les forces gouvernementales déstabilisées et vaincues. Des situations qui pourraient avoir des conséquences sur la sécurité à nos frontières. Surtout que, depuis la guerre en Libye, des quantités considérables d'armes de guerre sont en circulation.

OFFENSIVE DES REBELLES TOUAREGS AU NORD DU MALI

Après Kidal et Gao, Tombouctou tombe

Confusion et incertitudes. Le Mali semble avoir embarqué pour l'inconnu. Alors que le pouvoir putschiste du capitaine Amado Sanogo fonce droit dans l'impasse, les rebelles touaregs prennent l'une après l'autre les villes du nord du Mali.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Les forces du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) sont entrées dimanche dans Tombouctou, la dernière ville du nord du Mali, qu'elles avaient assiégée dès la matinée.

Les villes de Gao et Kidal, plus au nord, étaient déjà tombées aux mains des rebelles touaregs qui ont accéléré leurs offensives militaires après le coup d'Etat, le 22 mars dernier, du capitaine Amado Sanogo.

Les forces gouvernementales à Tombouctou ont abandonné leurs positions, ont indiqué des sources locales à l'AFP, laissant la défense des remparts de la ville à des milices qui se sont organisées à la hâte. A en croire les mêmes sources citées par l'agence de presse française, des tirs d'armes lourdes ont visé dans la matinée le camp militaire déserté de Tombouctou. Des tirs dont l'intensité a diminué à mesure que le jour avançait. Face à l'avancée des rebelles touaregs, la junte putschiste du capitaine, qui a déposé le président Amadou Toumani Touri, semble impuissante.

Les putschistes n'ont pas été en mesure de défendre l'intégrité territoriale du Mali ainsi que la sécurité des populations.

L'entrée des rebelles touaregs dans Tombouctou aurait été négociée avec les milices qui ont tenté de pallier la défection des forces militaires gouvernementales.

Avec la prise de Tombouctou, les combattants de l'Azawad contrôlent la quasi-totalité du territoire Nord malien. Un territoire qu'ils veulent autonome, voire indépendant du pouvoir et de l'administration de Bamako.

Un pas d'accompli vers la partition du pays qui risque de voir l'entrée en action des forces de la Cédéao.

L'intervention
ne serait pas loin

La communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) a fait savoir, par la voix de son président Alassane Ouattara, le chef d'Etat ivoirien, qu'elle ne laissera pas s'opérer une partition du Mali.

L'organisation a annoncé qu'elle a déjà mis en alerte 2 000 hommes armés et bien équipés. «Nous avons mis en alerte les forces d'attente au sein de la Cédéao. Nous avons 2 000 hommes dans ces forces. Nous avons des équipements. Nous avons demandé à la communauté internationale de nous appuyer, d'appuyer le Mali. Notre souhait est d'éviter la guerre. Si la légitimité est rétablie et que ces mouvements armés s'aperçoivent qu'il y a une mobilisation régionale et internationale, ils quitteront Kidal tout de suite.»

Au moment où la Cédéao profèrerait cet avertissement, seule la ville de Kidal était tombée aux mains des rebelles touaregs. A l'évidence, la menace de l'organisation ouest-africaine n'a pas dissuadé le MNLA et le reste des factions combattantes, lesquelles ont poursuivi leur offensive, d'entrer dans deux autres villes, Gao et Tombouctou. Ce qui pourrait précipiter une intervention militaire de la Cédéao, voire d'autres forces internationales. D'autant que l'ultimatum de 72 heures donné par la Cédéao à la junte militaire pour rétablir l'ordre constitutionnel expire ce lundi.

Le capitaine Amadou Sanogo, le chef des putschistes, qui subit, outre l'offensive militaire des Touaregs au Nord, la pression de la Cédéao et de la communauté internationale, s'est adressé dimanche à la presse pour promettre une transition et des élections dont la date n'a pas été déterminée. «Nous prenons l'engagement solennel de rétablir à compter de ce jour la Constitution (...) ainsi que des



Les rebelles touaregs dans Tombouctou.

institutions républicaines», a-t-il déclaré. Le capitaine Amadou Sanogo a également annoncé des consultations avec les forces vives du Mali en vue d'une convention nationale, et cela sous les auspices de la Cédéao. Floue et imprécise, cette promesse de retour à l'ordre constitutionnel satisfera-t-elle la

Cédéao, qui a déjà décrété un embargo diplomatique et financier sur le Mali ?

Entre autonomie
et république islamique

Les offensives militaires du MNLA, qui se revendique comme

laïc, sont menées avec l'appui d'autres groupes armés, à l'instar du groupe islamique Ansar Eddine du chef touareg Lyad Ag Ghaly, le Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest (Mujao) et des activistes battant bannière Aqmi.

Ces groupes armés, quand bien même ils sont sensibilisés à la question de l'Azawad, luttent surtout pour l'instauration d'une théocratie au Nord du Mali. Leur motivation s'inscrit aux antipodes du MNLA qui, lui, dit combattre pour l'autonomie de l'Azawad sans forcément la Charia. Aussi, les observateurs interprètent cette synergie dans l'effort de guerre comme une simple convergence tactique qui n'augure pas nécessairement de lendemains sereins. Les divergences idéologiques, sinon les luttes pour le leadership, risquent d'opposer entre elles ces forces qui se sont liguées contre le pouvoir militaire de Bamako. Le Nord du Mali court aussi le risque de plonger dans des violences autrement plus meurtrières, lesquelles pourraient, si rien n'était fait, affecter toute la région du Sahel. Une région déjà fortement ébranlée par la situation de guerre vécue par la Libye.

S. A. I.

RÉTABLISSEMENT DE L'ORDRE CONSTITUTIONNEL AU MALI

«Une exigence politique», estime Alger

L'Algérie a rappelé que la restauration rapide de l'ordre constitutionnel au Mali est «une exigence politique» qui permettra de renouer avec un processus démocratique et la mise en place d'un leadership politique légitime dans ce pays, a affirmé dimanche le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, M. Amar Belani, dans une déclaration.

Prenant acte de l'engagement solennel du Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'Etat de rétablir à compter de ce jour la Constitution de la République du Mali du 25 février 1992 ainsi que les institutions républicaines, l'Algérie rappelle que la restauration rapide de l'ordre constitutionnel au Mali est «une exigence politique qui permettra de renouer avec un processus démocratique cité jusque-là en exemple, et la mise en place d'un leadership politique légitime, à même de faire face aux défis qui interpellent le Mali», a souligné M. Belani. A cette occasion, l'Algérie appelle de nouveau, «de manière pressante et

solennelle», à l'arrêt des hostilités, qui connaissent, a ajouté le porte-parole du ministère, «une dérive inquiétante» dans le Nord du pays, et engage tous les acteurs à «faire preuve de retenue et de s'inscrire dans une logique politique qui soit en harmonie avec les aspirations des populations et les efforts des pays voisins visant à accompagner le Mali dans la voie du recouvrement de la légitimité et de la stabilité».

«L'Algérie demeure confiante dans la capacité des Maliens, par delà leurs appartenances politiques, de transcender les difficultés actuelles pour promouvoir une solution politique», a également déclaré M. Belani.

M. Belani a, en outre, estimé que cette solution «favorisera le règlement de la crise institutionnelle née du coup d'Etat et relancer le dialogue entre Maliens afin de définir le règlement de la question du Nord, fondé sur les intérêts supérieurs du peuple malien et la préservation de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale du Mali».

147 PERSONNES ONT TROUVÉ LA MORT DANS LES AFFRONTEMENTS DE SEBHA

La Libye au bord de l'éclatement

La Libye renoue avec les affrontements entre les milices armées et la situation présage du pire dans toute la région.

Pas moins de 147 personnes ont trouvé la mort, selon un bilan du ministère libyen de la Santé, dans des combats mettant aux prises depuis lundi dernier des tribus de Sebha, dans la région de Fezzan, frontalière avec l'Algérie. Le bilan indique également un nombre important de blessés : 395. «Jusqu'à hier soir, nous avons enregistré 147 morts et 395 blessés», a déclaré la ministre libyenne de la Santé Fatima Al-Hamrouch, samedi lors d'une conférence de presse. M^{me} Al-Hamrouch a affirmé, rapporte une dépêche

de l'APS, «ne pas avoir le bilan des affrontements de samedi, qui auraient fait au moins 16 morts, selon des sources locales».

Les affrontements ont éclaté en réponse à des agissements d'une milice armée se revendiquant du régime de Tripoli, a rapporté *El Khabar* dans son édition d'hier. A en croire le rapport établi par des notables touaregs et transmis au gouvernement, cité par notre confrère arabophone, des «assassinats, viols, kidnappings et autres atteintes aux biens des habitants de la région ont été perpétrés au nom du maintien de l'ordre».

Le gouvernement libyen trouve néanmoins du mal à asseoir son autorité sur les milices armées des anciens rebelles qui font la loi dans le pays depuis la chute de Mouammar

Kadhafi. Officiellement, ces milices assurent une grande partie des tâches de maintien de l'ordre en Libye. Le Conseil national de transition (CNT) table sur leur intégration dans les forces armées pour ainsi désarmer le pays. Celles de la Cyrénaïque l'ont déjà annoncé une région autonome. La Libye est plus que jamais menacée de partition.

Dans ce contexte, le vice-ministre de la Défense Sadek al-Obeidi qui s'est exprimé, selon l'AFP, à l'occasion de la signature d'un accord sur le recrutement de ces anciens rebelles, a précisé que «l'accord prévoit la formation de 8 055 anciens rebelles qui seront déployés pour protéger les vastes frontières de la Libye et ses installations pétrolières stratégiques. Les inscrits viennent de toutes

les régions de la Libye. Beaucoup d'entre eux viennent de régions proches des champs pétroliers et ont déjà protégé des installations pétrolières ces derniers mois». La prolifération des armes issues des anciennes armures du défunt guide libyen ayant embrasé toute la région, les nouvelles autorités libyennes, à l'aide de la communauté internationale, ont lancé un «plan visant à réintégrer dans la société les quelque 200 000 ex-rebelles». De son côté, le chef du gouvernement de transition, Abdel Rahim al-Kib, a annoncé que «les efforts de réconciliation ont abouti, hier, à un accord pour un cessez-le-feu entre tribus rivales et que le calme prévalait maintenant à Sebha».

L. H.